

Bruxelles, le 20 juin 2018
(OR. en)

10300/18

PUBLIC 42
INF 111

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - AVRIL 2018

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en avril 2018.^{2 3}

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- les règles de vote applicables, les résultats du vote et, le cas échéant, les explications de vote, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal du Conseil.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en *italique*).

² À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions d'organes établis par des accords internationaux, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

³ En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document contient également des informations relatives à l'adoption d'actes non législatifs que le Conseil a décidé de rendre publiques.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#)

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN AVRIL 2018			
Procédures écrites achevées le 6 avril 2018			
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE		DOCUMENT/DÉCLARATIONS	
Décision d'exécution (PESC) 2018/551 du Conseil du 6 avril 2018 mettant en œuvre la décision (PESC) 2016/849 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée JO L 91 du 9.4.2018, p. 16		7612/18	
Règlement d'exécution (UE) 2018/548 du Conseil du 6 avril 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) 2017/1509 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée JO L 91 du 9.4.2018, p. 2		7614/18	
3611 ^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Luxembourg le 12 avril 2018			
ACTES LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	RÉSULTATS DU VOTE
AMF à la Géorgie Décision (UE) 2018/598 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 accordant une nouvelle assistance macrofinancière à la Géorgie JO L 103 du 23.4.2018, p. 8	7/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour
Règlement relatif aux statistiques des transports par chemin de fer (refonte) Règlement (UE) 2018/643 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 relatif aux statistiques des transports par chemin de fer JO L 112 du 2.5.2018, p. 1	8/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour

<i>Directive relative à la lutte contre la maladie de Newcastle</i> Directive (UE) 2018/597 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 92/66/CEE du Conseil établissant des mesures communautaires de lutte contre la maladie de Newcastle (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 103 du 23.4.2018, p. 4	6/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour
<i>Règlement relatif au programme "Europe créative" - Orchestre des jeunes de l'UE (EUYO)</i> Règlement (UE) 2018/596 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant le règlement (UE) n° 1295/2013 établissant le programme "Europe créative" (2014 à 2020) JO L 103 du 23.4.2018, p. 1	5/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour, excepté: Abstention: PL
<i>Décision relative à l'Europass</i> Décision (UE) 2018/646 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 concernant un cadre commun pour l'offre de meilleurs services dans le domaine des aptitudes et des certifications (Europass) et abrogeant la décision n° 2241/2004/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 112 du 2.5.2018, p. 42	70/17	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour
<i>Règlement relatif aux services de livraison transfrontière de colis</i> Règlement (UE) 2018/644 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 relatif aux services de livraison transfrontière de colis (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 112 du 2.5.2018, p. 19	69/17	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour
<i>Directive relative à la qualification des conducteurs professionnels</i> Directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 112 du 2.5.2018, p. 29	71/17	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour, excepté: Voix contre: LU, AT Abstention: IT

ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT/DÉCLARATIONS
<i>Conclusions du Conseil sur le système de mise en œuvre de la politique de cohésion pour l'après-2020</i> Conclusions du Conseil sur la rationalisation du système de mise en œuvre et de l'application de la politique de cohésion et des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) après 2020	7880/18
<i>Conclusions sur le rapport spécial n° 1/2018 de la Cour des comptes européennes concernant l'initiative Jaspers</i> Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 1/2018 de la Cour des comptes européenne intitulé "Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (initiative Jaspers) – il est temps de mieux cibler les actions"	7878/18
<i>Conclusions sur le rapport spécial n° 23/2017 de la Cour des comptes européenne concernant le Conseil de résolution unique et sur le rapport spécial n° 2/2018 de la Cour des comptes européenne intitulé "L'efficacité de la gestion des crises bancaires par la BCE"</i> Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 23/2017 intitulé "Conseil de résolution unique - L'ambitieux chantier de l'union bancaire a commencé mais est loin d'être terminé" et sur le rapport spécial n° 2/2018 intitulé "L'efficacité de la gestion des crises bancaires par la BCE"	8003/18
<i>EUCAP Somalia - ouverture de négociations en vue d'un accord sur le statut de la mission - décision</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la République fédérale de Somalie relatives à un accord sur le statut de la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP SOMALIA)	5809/18
<i>Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran au regard de la situation des droits de l'homme - réexamen - décision et règlement d'exécution</i> Décision (PESC) 2018/568 du Conseil du 12 avril 2018 modifiant la décision 2011/235/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Iran JO L 95 du 13.4.2018, p. 14	6305/18

<i>Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran au regard de la situation des droits de l'homme - réexamen - décision et règlement d'exécution</i> Règlement d'exécution (UE) 2018/565 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 359/2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Iran JO L 95 du 13.4.2018, p. 1	6307/18
<i>Mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo - Décision et règlement d'exécution</i> Décision d'exécution (PESC) 2018/569 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo JO L 95 du 13.4.2018, p. 21	7279/18
<i>Mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo - Décision et règlement d'exécution</i> Règlement d'exécution (UE) 2018/566 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre l'article 9 du règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo JO L 95 du 13.4.2018, p. 9	7281/18
<i>Conclusions sur la réforme du projet ITER</i> Conclusions du Conseil sur le projet ITER réformé	7881/18
Déclaration du Luxembourg Tout en reconnaissant l'importance que revêt le projet ITER, le Luxembourg reste, de manière générale, très critique en ce qui concerne le financement des activités de recherche nucléaire par l'Union européenne. Le Gouvernement luxembourgeois souhaiterait qu'une orientation des fonds européens, davantage axée sur les énergies renouvelables, soit exploitée à l'avenir. Les conclusions du Conseil sur un projet ITER réformé, ne préconisant pas une telle orientation, la position du Luxembourg reste inchangée. Malgré les réticences quant au contenu de ces conclusions, le Luxembourg, dans un esprit constructif, est cependant en mesure de lever sa réserve générale et d'approuver ce texte de conclusions.	

<i>Décision relative à la prestation de services de renforcement satellitaire en Ukraine sur la base du programme EGNOS: ouverture des négociations</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec l'Ukraine en vue de conclure un accord entre l'Union européenne et l'Ukraine sur les modalités et conditions régissant la prestation de services de renforcement satellitaire (SBAS) en Ukraine sur la base du programme européen de radionavigation par satellite EGNOS		6934/18	
<i>Décision relative à la participation de la Confédération suisse à l'Agence du GNSS européen: ouverture des négociations</i> Décision du Conseil autorisant la Commission à ouvrir des négociations avec la Confédération suisse en vue de la conclusion d'un accord fixant les modalités et conditions de la participation de la Confédération suisse à l'Agence du GNSS européen		6673/18	
3612 ^e session du Conseil de l'Union européenne (Agriculture et pêche), tenue à Luxembourg le 16 avril 2018			
ACTES LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	RÉSULTATS DU VOTE
<i>Règlement relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres de l'Union européenne (modernisation des IDC)</i> Position (UE) n° 1/2018 du Conseil en première lecture en vue de l’adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1036 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne et le règlement (UE) 2016/1037 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de l'Union européenne JO C 184 du 29.5.2018, p. 1	5700/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour, excepté: Voix contre: SE, UK Abstention: IE

Déclaration des Pays-Bas

Les Pays-Bas peuvent apporter leur soutien à l'accord final sur la modernisation des instruments de défense commerciale (IDC). Toutefois, les Pays-Bas demeurent très préoccupés par la possibilité nouvellement créée d'imposer des mesures de défense commerciales devant être appliquées par les autorités douanières sur le plateau continental.

Les Pays-Bas tiennent à s'assurer que ce volet de la proposition relative à la modernisation des IDC ne sera mis en œuvre qu'après que la législation de l'Union aura été modifiée de manière à faciliter la perception et le recouvrement des droits et que les systèmes informatiques douaniers auront fait l'objet des modifications nécessaires pour leur permettre d'assurer cette nouvelle tâche. Ces modifications doivent s'inscrire dans le cadre des évolutions informatiques générales au titre du plan stratégique pluriannuel et du programme de travail informatique relatif au code de douanes de l'Union. Ces conditions devront être remplies lors des futurs travaux que réaliseront les groupes de travail compétents du Conseil concernant l'acte d'exécution et ce préalablement à l'adoption de ce dernier.

Déclaration conjointe de Malte et du Danemark

Nous notons que les travaux sur le dossier de la modernisation des instruments de défense commerciale ont abouti à un résultat qui est, dans l'ensemble, équilibré et acceptable. Si nous pouvons accepter ce résultat, nous exprimons néanmoins la préoccupation que nous inspire la possibilité d'appliquer des droits sur le plateau continental.

Cette possibilité n'était prévue ni dans la proposition de la Commission ni dans la position initiale du Conseil. Il s'agit d'une solution disproportionnée par rapport au problème qu'elle vise à résoudre et elle risque de créer une charge administrative déraisonnable pour certains États membres en termes de suivi pratique, de surveillance, de coûts et d'exécution par les autorités douanières.

Dans la perspective des travaux sur cet aspect du dossier, nous tenons à souligner la nécessité de prévoir un mécanisme qui soit le moins contraignant possible, en termes aussi bien de gestion que de coûts, et appelons la Commission à préciser ce point le plus rapidement possible. La Commission devrait aussi s'abstenir de présenter une proposition d'acte d'exécution tant que tous les États membres ne sont pas convaincus que les nouvelles dispositions sont gérables dans la pratique.

Déclaration de la Suède

La proposition de **règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1225/2009** du Conseil contribuera à accroître le niveau de protection commerciale et portera ainsi préjudice à la compétitivité de l'industrie de l'UE.

<i>Décision sur les dispositions financières relatives au Fonds de recherche du charbon et de l'acier</i> Décision (UE) 2018/599 du Conseil du 16 avril 2018 modifiant la décision 2003/76/CE fixant les dispositions nécessaires à la mise en œuvre du protocole, annexé au traité instituant la Communauté européenne, relatif aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier JO L 101 du 20.4.2018, p. 1	14532/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE		DOCUMENT/DÉCLARATIONS	
<i>Conclusions sur la participation de l'UE et de ses États membres à la FNUF 13</i> Conclusions du Conseil dans la perspective de la participation de l'Union européenne et de ses États membres à la treizième session du Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF 13)	7939/18		
<i>Décision du Conseil sur l'ouverture de négociations concernant un accord de partenariat dans le secteur de la pêche avec le Royaume du Maroc</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec le Royaume du Maroc en vue de la modification de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc et de la conclusion d'un protocole mettant en œuvre ledit accord	7548/18		
<i>Conclusions sur le "ciel unique européen" (rapport spécial n° 18/2017 de la Cour des comptes)</i> Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 18/2017 de la Cour des comptes européenne intitulé "Le ciel unique européen: un changement d'ordre culturel, mais pas de véritable unification"	7466/18		
<i>Règlement sur la navigabilité</i> Règlement (UE) 2018/581 du Conseil du 16 avril 2018 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certaines marchandises destinées à être incorporées ou utilisées dans les aéronefs, et abrogeant le règlement (CE) n° 1147/2002 JO L 98 du 18.4.2018, p. 1	6809/18		

<i>Conclusions sur les procédures d'importation (rapport spécial n° 19/2017 de la Cour des comptes)</i> Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 19/2017 de la Cour des comptes intitulé "Procédures d'importation: les intérêts financiers de l'UE pâttissent d'insuffisances au niveau du cadre juridique et d'une mise en œuvre inefficace"	7474/18
Déclaration de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande et de la Suède Concernant le huitième point, à savoir "SOULIGNE qu'il sera nécessaire d'aborder la question des ressources budgétaires des services douaniers dans le cadre des futurs programmes financiers de l'UE", l'Autriche, le Danemark, la Finlande et la Suède soulignent que cela ne saurait préjuger des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel.	
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération et d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre l'UE et la Nouvelle-Zélande</i> Décision (UE) 2018/601 du Conseil du 16 avril 2018 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord de coopération et d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande JO L 101 du 20.4.2018, p. 5	7712/16
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération et d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre l'UE et la Nouvelle-Zélande</i> Accord de coopération et d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande JO L 101 du 20.4.2018, p. 6	7682/16
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - France (coopération policière)</i> Projet de décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2016 de l'application, par la France, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière	7578/18
<i>Italie - dérogation à la TVA en vue d'appliquer une facturation électronique obligatoire</i> Décision d'exécution (UE) 2018/593 du Conseil du 16 avril 2018 autorisant la République italienne à introduire une mesure particulière dérogatoire aux articles 218 et 232 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 99 du 19.4.2018, p. 14	6266/18

3613^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Luxembourg le 16 avril 2018	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT/DÉCLARATIONS
<i>Conclusions sur le Soudan du Sud</i> Conclusions du Conseil sur le Soudan du Sud	7735/18
<i>Conclusions sur le désarmement et la non-prolifération dans le domaine chimique</i> Conclusions du Conseil sur le désarmement et la non-prolifération dans le domaine chimique en vue de la quatrième session extraordinaire de la conférence des États parties chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, La Haye, du 21 au 30 novembre 2018	7862/18
<i>Conclusions sur les actes de cybermalveillance</i> Conclusions du Conseil sur les actes de cybermalveillance	7925/18
<i>Syrie</i> Conclusions du Conseil sur la Syrie	7956/18
3614^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Luxembourg le 17 avril 2018	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT/DÉCLARATIONS
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE - 2018</i> Décision (UE) 2018/616 du Conseil du 17 avril 2018 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE JO L 102 du 23.4.2018, p. 11	6797/18

<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe XXII (Droit des sociétés) et du protocole 37 (comportant la liste prévue à l'article 101) de l'accord EEE</i> Décision (UE) 2018/635 du Conseil du 17 avril 2018 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe XXII (Droit des sociétés) de l'accord EEE et son protocole 37 (comportant la liste prévue à l'article 101) JO L 105 du 25.4.2018, p. 21		6801/18	
<i>Position de l'UE au sein du comité d'association UE-Algérie concernant l'actualisation des concessions bilatérales sur les produits agricoles</i> Décision (UE) 2018/641 du Conseil du 17 avril 2018 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité d'association UE-Algérie en ce qui concerne la modification des conditions d'application des préférences tarifaires pour les produits agricoles et les produits agricoles transformés énoncées à l'article 14 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part JO L 106 du 26.4.2018, p. 17		7414/18	
Procédures écrites achevées le 26 avril 2018			
ACTES LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	RÉSULTATS DU VOTE
Règlement (UE, Euratom) 2018/673 du Parlement européen et du Conseil du 3 mai 2018 modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes JO L 114I , 4.5.2018, p. 1	15/18	Majorité qualifiée	Tous les États membres ont voté pour

ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT/DÉCLARATIONS
Décision (PESC) 2018/654 du Conseil du 26 avril 2018 modifiant la décision (PESC) 2017/1869 relative à la mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq) JO L 108 du 27.4.2018, p. 28	6633/18
Décision (PESC) 2018/653 du Conseil du 26 avril 2018 sur l'établissement d'un entrepôt pour les missions civiles de gestion de crise JO L 108 du 27.4.2018, p. 22	15386/17
Décision d'exécution (PESC) 2018/656 du Conseil du 26 avril 2018 mettant en œuvre la décision 2011/486/PESC concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certaines personnes, et de certains groupes, entreprises et entités au regard de la situation en Afghanistan JO L 108 du 27.4.2018, p. 36	8153/18
Règlement d'exécution (UE) 2018/648 du Conseil du 26 avril 2018 mettant en œuvre l'article 11, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 753/2011 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certains groupes et de certaines personnes, entreprises ou entités au regard de la situation en Afghanistan JO L 108 du 27.4.2018, p. 12	8154/18
Décision (PESC) 2018/655 du Conseil du 26 avril 2018 modifiant la décision 2013/184/PESC concernant les mesures restrictives à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie JO L 108 du 27.4.2018, p. 29	7781/18
Règlement (UE) 2018/647 du Conseil du 26 avril 2018 modifiant le règlement (UE) n° 401/2013 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie JO L 108 du 27.4.2018, p. 1	7784/18